

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011



SOMMAIRE

- ▶ Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire en date du 7 juin 2012 (Rapport de gestion)

- ▶ Rapport du Président du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

- ▶ Comptes consolidés
 - Bilan
 - Compte de résultat
 - Tableau des flux de trésorerie
 - Tableau de variation des capitaux propres
 - Annexe aux comptes consolidés

- ▶ Comptes sociaux
 - Bilan
 - Compte de résultat
 - Annexe aux comptes sociaux
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Tableau des résultats des cinq dernières années

- ▶ Déclaration du responsable du rapport annuel

- ▶ Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

- ▶ Rapport général des commissaires aux comptes

- ▶ Rapport spécial des commissaires aux comptes

- ▶ Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du conseil d'Administration concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE EN DATE DU 7 JUIN 2012

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE conformément à la Loi et aux statuts de notre Société, pour vous exposer d'une part l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées et nos perspectives d'avenir et pour soumettre d'autre part à votre approbation les comptes consolidés et les comptes annuels de cet exercice (compte de résultat, bilan et annexe) ainsi que l'affectation des résultats qui ressortent des comptes que vous aurez à approuver.

■ LE GROUPE

Créé en 1989 et coté sur Euronext Paris depuis 1999, le Groupe AURES est constructeur de terminaux point de vente et de périphériques associés qu'il commercialise sous la marque POSLIGNE.

Reconnus pour leur très grande fiabilité et leur performance, les équipements développés par AURES sont des systèmes ouverts à architecture PC, destinés à la gestion et l'encaissement dans les magasins spécialisés, alimentaires et non alimentaires, dans la grande distribution ou encore l'hôtellerie-restauration.

Le Groupe AURES se positionne comme le leader le plus créatif de son secteur d'activité, grâce à des solutions point de vente aux designs innovants et aux coloris modulables.

La distribution des systèmes POSLIGNE® s'organise à partir du siège d'AURES en France et des trois filiales du Groupe (Grande Bretagne, Allemagne et USA) et d'un réseau de distributeurs dans plus de cinquante pays.

Complémentaire de l'activité POS*, le Département « Equipements et Systèmes » d'AURES est en relation directe avec les intégrateurs et assembleurs, à qui il fournit des lignes de matériels et sous-ensembles complets pour les secteurs de l'industrie, de l'intégration et de l'affichage dynamique (produits OEM*).

(*POS : point of sale / OEM : original equipment manufacturer)

1. Evènements marquants de l'exercice

En date du 18 avril 2011, la société AURES TECHNOLOGIES S.A. a racheté les 10% du capital de la filiale de droit britannique AURES Ltd auparavant détenus par les minoritaires pour un montant de 250 000 livres sterling soit 284 900 euros. La société détient désormais 100% du capital de cette filiale.

Il n'existe aucun autre fait caractéristique de l'exercice ayant une incidence comptable ou qui empêcherait la comparaison des postes du bilan et compte de résultat d'un exercice sur l'autre.

2. Perspectives 2012

La situation internationale toujours perturbée n'autorise, une fois encore, pas de prévisions fiables.

Le développement de nouveaux produits pour l'activité POS, l'élargissement de la gamme de produits PC et écrans industriels pour l'activité OEM grâce à la signature de contrats avec trois nouveaux fournisseurs ainsi qu'un effort commercial soutenu devraient permettre à la société d'égaliser les résultats 2011 au cours de l'exercice 2012.

3. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2011 et la date d'établissement du présent rapport.

4. Risques et incertitudes, instruments financiers

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Risque de change

Le Groupe AURES est confronté à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales étrangères tenus en sterling et dollar US.
- le second est relatif aux achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises.

Afin de réduire son exposition aux risques de fluctuation des cours de change liés aux achats de marchandises, la société a mis en place une politique d'achat de devises dans le cadre de couvertures à terme.

Au 31 décembre 2011, l'encours des contrats de change à terme souscrits s'élève à 4 245 K\$ dont 1 052 K\$ sont affectés à des dettes comptabilisées.

Il n'existe, par ailleurs, pas d'autres risques ou incertitudes auxquels le Groupe doit faire face.

5. Résultats consolidés résumés

€	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires	31 896 682	31 304 129
Résultat opérationnel	3 691 244	3 279 368
Résultat financier	(49 690)	55 107
Résultat des activités courantes avant impôt	3 641 555	3 334 475
Charge d'impôts	1 280 174	1 100 679
Résultat net consolidé	2 361 381	2 233 796
Résultat net part du Groupe	2 331 921	2 169 837

6. Bilan consolidé résumé

€	31/12/2011	31/12/2010
Actif non courant	748 641	854 099
Actif courant	11 375 780	12 022 877
TOTAL ACTIF	12 124 421	12 876 976
Capitaux propres	5 689 123	5 918 488
Intérêts minoritaires	4 588	151 920
Total capitaux propres	5 693 711	6 070 408
Passif non courant	1 039 891	703 239
Passif courant	5 390 819	6 103 387
TOTAL PASSIF	12 124 421	12 876 976

7. Activité de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Le chiffre d'affaires du Groupe AURES atteint 31.9 millions d'euros, en progression de 1.9%.

La part du chiffre d'affaires de la filiale américaine reste non significative.

La ventilation géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

K€	31/12/2011	31/12/2010
France	18 605	18 137
Grande Bretagne	5 632	5 886
Allemagne	3 676	3 159
Autres états de la CEE	1 903	2 543
Export hors CEE	2 081	1 579
TOTAL	31 897	31 304

Le résultat de l'exercice s'établit à 2 361 K€ contre 2 234 K€ en 2010.

Le résultat opérationnel du groupe est de 3 691 K€ contre 3 279 K€ en 2010, soit une hausse de 12.6%.

Le chiffre d'affaires est en hausse de 1.9% (31 899 K€ en 2011 contre 31 304 K€ en 2010) ainsi que la marge (+ 1.3 points). Cette hausse est principalement due à la maîtrise des frais d'approche au cours de l'exercice.

Les charges externes représentent 8.5% du chiffre d'affaires en 2011 contre 8.3% en 2010.

Les charges de personnel s'élèvent à 5 077 K€ pour l'exercice contre 5 016 K€ en 2010, soit une hausse de 1.2% liée à l'augmentation générale des rémunérations et une réduction des rémunérations variables.

Les dotations aux amortissements et provisions, représentent 1,3% du chiffre d'affaires contre 1,4% en 2010.

Le résultat financier s'établit à (-)50 K€ contre 55 K€ au 31 décembre 2010.

Ce résultat est composé de pertes de change nettes sur la livre sterling et le dollar us pour (-) 22 K€, d'intérêts sur emprunts et sur soldes débiteurs de banque pour (-) 28 K€.

Le pourcentage de la charge d'impôt ressort à 35.14% du résultat, contre 33% en 2010, soit une augmentation de 2,14 points en raison de l'imposition de la filiale allemande (après imputation du solde des pertes reportables) et la reprise des impôts différés latents se rapportant à ce déficit fiscal reportable. En outre, l'imputation du déficit fiscal de la filiale américaine sur le résultat fiscal de la maison mère n'a pas été appliquée en 2011, le dispositif fiscal applicable aux PME de moins de 2 000 salariés n'étant plus en vigueur.

Information sectorielle

Le niveau d'information sectorielle retenu par le Groupe en 2011 est la zone géographique.

Auparavant le Groupe utilisait les marchés commerciaux.

Toutefois, le reporting interne utilisé par la direction générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs étant fondé sur la zone géographique, cette dernière a été retenue.

Les zones géographiques ont été définies en regroupant des pays présentant des caractéristiques économiques similaires : zone France, zone Europe, zone USA.

Le résultat sectoriel est établi par rapport aux données consolidées. Le critère d'affectation à une zone géographique est celui de la localisation des actifs permettant de réaliser les ventes.

K€	2011				2010			
	France	Europe	USA	Total	France	Europe	USA	Total
Chiffre d'affaires	20 814	10 680	403	31 897	20 617	10 352	335	31 304
Résultat opérationnel	2 855	1 203	(367)	3 691	2 805	879	(380)	3 279
Résultat net	1 807	855	(301)	2 361	1 929	640	(335)	2 234

8. Activité des filiales

Le chiffre d'affaires de la filiale allemande créée en 2006 s'élève à 4 616 K€, en hausse de 8.79%.

La contribution de la société AURES Technologies GmbH au résultat net consolidé est de 295 K€ contre 112 K€ en 2010.

Le chiffre d'affaires de la filiale britannique s'élève à 6 064 K€ contre 6 109 K€ en 2010.

La contribution de la société AURES Technologies Limited au résultat net consolidé est de 561 K€ contre 528 K€ en 2010.

La filiale américaine créée le 20 mars 2009 et qui reste en phase de démarrage dégage une perte de 301 K€ (contre 335 K€) du fait du montant non significatif du chiffre d'affaires réalisé en comparaison aux charges engagées.

L'effectif du groupe par société est le suivant :

	31/12/2011			31/12/2010		
	TOTAL	Encadrement	Employé	TOTAL	Encadrement	Employé
FR	43.4	18.9	24.5	43.0	19.3	23.7
DE	7.8	1.0	6.8	8.0	1.0	7.0
INC	4.0	1.0	3.0	4.0	1.0	3.0
UK	11.1	1.8	9.3	11.0	1.0	10.0
	66.3	22.7	43.6	66.0	22.4	43.6

9. Recherche et développement

Il n'existe pas de dépense de ce type au cours de l'exercice.

■ S.A. AURES TECHNOLOGIES EN BOURSE

1. Capital social

Le capital social de la société est composé de 1 000 000 actions au 31 décembre 2011.

En application de l'article L 233-13 du Code de Commerce, les personnes qui détiennent au 31 décembre 2011 les pourcentages d'actions ou de droits de vote visés à l'article L 233-7, sont, à la connaissance de la société, les suivantes :

Actionnaires	Nombre d'actions	%	Nombre de droits de vote	%
<u>Détenant plus de 5%</u>				
Gilles BOUVART	67 064	6.71	111 660	8.08
AXLUAS S.A.R.L.	100 000	10.00	100 000	7.24
<u>Détenant plus de 10%</u>				
<u>Détenant plus de 15%</u>				
<u>Détenant plus de 20%</u>				
<u>Détenant plus de 25%</u>				
<u>Détenant plus de 30%</u>				
<u>Détenant plus de 33 1/3%</u>				
Patrick CATHALA	388 009	38.80		
<u>Détenant plus de 50%</u>				
Patrick CATHALA			732 263	53.02

Par déclaration à l'AMF en date du 5 septembre 2011, Monsieur Patrick CATHALA a déclaré avoir franchi en hausse en date du 30 août 2011 le seuil de 50% des droits de vote. Il s'agit d'un franchissement de seuil passif résultant de la réduction du nombre de droits de vote.

Par déclaration à l'AMF en date du 5 septembre 2011, Monsieur Gilles BOUVART a déclaré avoir franchi à la baisse en date du 30 août 2011 les seuils de 15 et 10% du capital ainsi que les seuils de 20, 15 et 10% des droits de vote suite à l'apport en nature de 100.000 titres à la société AXLUAS S.A.R.L..

Conformément à l'article 9 des statuts, un droit de vote double est attribuée à toutes les actions nominatives pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire.

2. Rachats d'actions par la société

L'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30 juin 2011 a autorisé la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce d'acheter en bourse ses propres actions dans la limite de 5% du capital de la société, soit au maximum 50 000 actions dans le cadre du programme de rachat d'actions qui poursuit les objectifs suivants :

- assurer l'animation du cours de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF.
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe en vue de minimiser le coût d'acquisition ou d'améliorer, plus généralement, les conditions d'une transaction.
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne entreprise ou par l'attribution gratuite d'actions .
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 29 décembre 2012 et le prix maximum d'achat a été fixé à 48 euros par action.

Dans le cadre de ce programme de rachat, la société a effectué les opérations suivantes au cours de l'exercice 2011:

	Nombre de titres	Cours moyen	% du capital
Nombre d'actions achetées	13 870	24.29 €	1.39%
Nombre d'actions cédées	13 182	23.80 €	1.32%
Nombre d'actions annulées	NEANT		
Nombre d'actions réservées aux salariés au 31/12/2011	4 240	22.40 €	0.42%
Compte animation de marché au 31/12/2011	2 559	19.30 €	0.26%
Nombre d'actions auto détenues au 31/12/2011	3 764	18.27 €	0.38%

La valeur comptable du portefeuille au 31 décembre 2011 est 198 621.19 €.

La valeur de marché du portefeuille au 31 décembre 2011 est 201 647.67 €.

3. Actionnariat des salariés

La société ne dispose ni de fonds commun de placement ni de plan d'épargne entreprise au profit de ses salariés.

■ LA SOCIETE AURES TECHNOLOGIES

1. Les Dirigeants de la Société

Votre conseil d'administration est composé de quatre membres :

- Monsieur Patrick CATHALA, administrateur et Président Directeur Général
- Monsieur Daniel CATHALA, administrateur
- Monsieur Régis CATHALA, administrateur
- Monsieur Alfredo FREIRE, administrateur

Nous vous rappelons que le mandat de Monsieur Patrick CATHALA viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le mandat des autres administrateurs viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 19 janvier 2012, Monsieur Gilles BOUVART a été révoqué de ses fonctions d'administrateurs.

Dans le cadre de la loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, une candidature sera proposée lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

1.1. Choix du mode de direction générale

Lors d'un Conseil en date du 21 mai 2008, les administrateurs ont décidé d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Monsieur Patrick CATHALA assume la Direction Générale de la Société.

Cette décision a été prise pour une durée de 6 ans soit jusqu'au terme de son mandat d'administrateur lequel prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Lors de la réunion du conseil d'administration du 23 novembre 2011, la fonction de Directeur Général Délégué, occupée par Monsieur Gilles BOUVART, a été supprimée.

1.2. Rémunération et avantages en nature des dirigeants

En application de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous indiquons qu'il a été versé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 la somme totale de 857 232.75 € aux membres des organes de direction, répartie comme suit :

€	Rémunération	Avantage en nature	Jetons de présence
Patrick CATHALA Président Directeur Général	553 600.00	3 720.00	NEANT
Gilles BOUVART Directeur Général Délégué jusqu'au 23/11/2011	296 327.45	3 585.30	NEANT

1.3. Liste des mandats

En application de l'Article L 225 – 102 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous indiquons les mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chaque mandataire social durant l'exercice :

Patrick CATHALA

- P.D.G. de la SA AURES TECHNOLOGIES (91)
- Président de la SAS CAFI (91)
- Gérant de la SCI CABOU (91)
- Gérant de la SCI LE TESSALIT (91)
- Gérant de la SCI DESCA (91)
- Gérant de la SCI LAUREST (91)
- Gérant de la SARL PAGAE (91)
- Geschäftsführer AURES GmbH (DE)
- Chairman, President AURES USA Inc (USA)

Gilles BOUVART

- D.G.D. de la SA AURES TECHNOLOGIES (91)
- Président de la SAS MALDIV (92)
- Gérant de la SCI KALI (92)
- Gérant de la SCI RASDHOO (92)
- Gérant de la SCI RIVELI (92)
- Gérant de la SCI ARI (92)
- Gérant de la SCI LHAVIYANI (92)
- Gérant de la SCI REETHI (92)

Gilles BOUVART (suite)

- Gérant de la SCI BAA (92)
- Gérant de la SCI FARU (92)
- Gérant de la SARL ALLYSE (06)
- Gérant de la SARL AXLUAS (92)
- Director AURES TECHNOLOGIES LIMITED (GB)
- Director AURES USA Inc (USA)

Daniel CATHALA

- Administrateur de la SA AURES TECHNOLOGIES

Régis CATHALA

- Administrateur de la SA AURES TECHNOLOGIES

Alfredo FREIRE

- Administrateur de la SA AURES TECHNOLOGIES

2. L'activité de la Société

€	31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation	28 748 317	28 028 277
Charges d'exploitation	5 818 603	25 309 610
Résultat d'exploitation	2 929 714	2 718 667
Résultat financier	40 399	355 570
Résultat courant	2 970 113	3 074 238
Résultat exceptionnel	(20 695)	46 258
Impôt	995 171	839 007
Résultat net	2 092 213	2 281 489

2.1. Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation, 2 930 K€ est en progression de 7.76 % et enregistre les variations suivantes :

- le chiffre d'affaires affiche une hausse de 2.00%, l'activité « POS » enregistre une progression de 3.43%.
- la marge brute globale qui s'établit à 31.3 % contre 31.1% en 2010, l'exercice étant marqué par la maîtrise des frais d'approche.

- les charges externes représentent 6.1 % du chiffre d'affaires contre 6.2 % en 2010, les coûts restant maîtrisés au cours de l'exercice.
- la masse salariale chargée s'élève à 3 918 K€ contre 3 857 K€ en 2010.
La réduction des frais de personnel concerne les rémunérations variables.

La provision pour garantie donnée aux clients figure en dotation pour risques et charges et s'élève à 354 K€ au 31 décembre 2011 contre 284 K€ au 31 décembre 2010.

La dotation de 70 K€ correspond à l'augmentation du parc de systèmes vendus ainsi qu'à la modification de la politique commerciale relative aux extensions de garantie et représente 0,25 % du chiffre d'affaires.

2.2. Le résultat financier

Le résultat financier s'élève à (+)40 K€ au 31.12.2011 contre (+) 356 K€ au 31 décembre 2010.

Il intègre le versement de dividendes de la filiale britannique à hauteur de 508 K€ et une provision de 400 K€ sur les créances détenues sur Aures Inc au regard des comptes sociaux de la filiale américaine qui présentent une situation nette négative au 31 décembre 2011.

Pour le reste, le résultat financier est composé des intérêts créditeurs des comptes courants des filiales pour 41 K€, des intérêts des emprunts et découverts bancaires pour 27 K€, de pertes de change nette pour 25 K€ et d'une provision pour dépréciation des actions propres de 13 K€.

2.3. Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à (-) 21 K€ et se compose de mali sur rachat d'actions propres à hauteur de 24 K€ et de produits de cession d'immobilisation pour 3 K€.

2.4. Le résultat net

Le résultat net à fin 2011 s'élève à 2 092 K€ contre 2 281 K€ en 2010 en recul de 8.3 %.

3. Le bilan

Le bilan résumé de la société AURES TECHNOLOGIES se présente ainsi :

€	31/12/2011	31/12/2010
Actif immobilisé	2 591 737	3 238 987
Stocks	2 879 885	3 173 861
Avances et acomptes	6 446	12 501
Clients et comptes rattachés	4 004 985	3 580 699
Autres créances	84 524	80 770
VMP	150 584	166 431
Disponibilités	222 270	699 823
Charges constatées d'avance	34 635	43 330
Ecart de conversion	1 456	6 504
TOTAL ACTIF	9 976 522	11 002 908
Capitaux propres	5 392 265	5 464 236
Provisions pour risques et charges	395 389	290 516
Dettes	4 187 609	5 247 636
Ecart de conversion	1 259	520
TOTAL PASSIF	9 976 522	11 002 908

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe ont été présentés selon les mêmes formes et méthodes d'évaluation que pour l'exercice 2010.

4. Proposition d'affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 se soldant par un bénéfice d'un montant de 2 092 212.53 € auquel il convient d'augmenter le report à nouveau d'un montant de 699 849.32 € soit un total de 2 792 061.85 € de bénéfice distribuable comme suit :

DIVIDENDES AUX ACTIONNAIRES

1.00 € par action aux 1 000 000 actions composant le capital social	1 000 000.00 €
REPORT A NOUVEAU	1 792 061.85 €

Les dividendes seraient payables à partir du 14 juin 2012 et seraient attribués aux actionnaires au prorata de leurs droits.

Les dividendes afférents aux actions auto détenues à la date de mise en paiement des dividendes 2012 seront affectés au compte report à nouveau.

Conformément aux dispositions édictées par l'article 243 bis du Code Général des Impôts, vous aurez à prendre acte des dividendes nets mis en distribution au titre des trois exercices précédents correspondant.

<i>Exercice</i>	<i>Dividende (1)</i>
2008	2 000 000 €
2009	1 700 000 €
2010	2 300 000 €

(1) Dont mis en report en nouveau correspondant aux dividendes non versés sur les actions auto détenues

2008	23 960.00 €
2009	20 551.30 €
2010	20 681.60 €

5. Filiales et participations

<i>Dénomination Siège social</i>	<i>Pourcentage de détention.</i>	<i>Valeur brute des titres</i>	<i>Valeur nette des titres</i>
Aures Technologies Limited	100 %	291 889 €	291 889 €
Runcorn - Grande Bretagne			
Aures Technologies GmbH	90%	22 500 €	22 500 €
Furstenfeldbruck - Allemagne			
Aures USA Inc	100 %	674 €	0 €
Englewood Colorado - Etats Unis			

6. Autres propositions

Vos Commissaires aux Comptes ont été convoqués à la réunion du Conseil d'Administration qui a arrêté les comptes de l'exercice. Ils ont porté à notre connaissance les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et nous ont fait part de leurs conclusions. Ils ont déposé au siège social, leur rapport spécial sur les conventions visées à l'Article L 225-38 du Code de Commerce dans le délai imparti et vous exposeront dans leur rapport général leurs observations sur la présentation des comptes qui vous sont soumis.

Nous vous demandons évidemment de bien vouloir donner quitus de leur gestion à vos administrateurs pour cet exercice et aux Commissaires aux Comptes décharge de leurs mandats.

Par ailleurs, il sera soumis à l'Assemblée les propositions suivantes :

- Autorisation de racheter ses propres actions.

Il est demandé à l'Assemblée d'autoriser le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 et suivants du Code de Commerce à procéder à l'achat de ses propres actions en une ou plusieurs fois dans la limite de 5% du capital social soit 50 000 actions dans les conditions suivantes :

- Prix maximum d'achat : 48.00 € (quarante-huit euros)
- Prix minimum de vente : 7.00 € (sept euros)

7. Informations légales

7.1. Dépenses non déductibles fiscalement

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous déclarons que la société a exposé la somme de 31 863€ au titre des dépenses et charges somptuaires donnant lieu à réintégration dans le bénéfice imposable au titre de l'Article 39-4 du Code Général des Impôts.

7.2. Décomposition du solde des dettes fournisseurs

En l'application de l'article L 441-6-1, D.441-4 du Code de Commerce, la décomposition du solde des comptes fournisseurs au 31 décembre 2011 s'établit comme suit :

	<i>Echues</i>	<i>De 1 à 30 jours</i>	<i>De 31 à 60 jours</i>	<i>De 61 à 90 jours</i>
Dettes fournisseurs en K€	83	593	498	-
Dettes fournisseurs en %	7%	50%	43%	0%

Les dettes échues au 31 décembre 2011 ont été réglées au cours du mois de janvier 2012.

Pour mémoire la décomposition du solde des comptes fournisseurs au 31 décembre 2010 était la suivante :

	<i>Echues</i>	<i>De 1 à 30 jours</i>	<i>De 31 à 60 jours</i>	<i>De 61 à 90 jours</i>
Dettes fournisseurs en K€	368	1 032	708	192
Dettes fournisseurs en %	16%	45%	31%	8%

7.3. Nomination/ renouvellement du commissaire aux comptes

Le mandat de la société FM RICHARD et ASSOCIES, Commissaire aux Comptes Titulaire a été renouvelé lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour une durée de six exercices.

Ce mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

La société AFIGEC SARL 26/28 rue Marius AUFAN 92300 LEVALLOIS PERRET a été nommé comme commissaire aux Comptes suppléant en remplacement de la société FIDUREX lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour une durée de six exercices.

Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le mandat de la société AUDIT BOURDIN ET ASSOCIES, Commissaire aux Comptes Titulaire viendra à expiration lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Suite à la démission de Monsieur Yves BOURDIN, Commissaire aux Comptes Suppléant, la société PRICEWATERHOUSE COOPERS AUDIT ayant son siège à NEUILLY SUR SEINE (92200) 63 Rue de Villiers, a été nommée lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, et, ce pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

8. Informations sur les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société

En application de l'Article L 225 – 102 - 1 du Code de Commerce et les articles 148-2 et 148-3 du décret du 23 mars 1967, nous vous indiquons les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société

8.1. Informations sociales

- Effectif total, embauche, licenciement, heures supplémentaires

La société emploie 43 personnes titulaires d'un contrat à durée indéterminée.

Il a été procédé à un licenciement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

- Réduction de l'effectif

La société ne prévoit, sauf circonstances exceptionnelles, aucune réduction de l'effectif.

- Temps de travail, absentéisme

La société pratique un horaire hebdomadaire de 35 heures. L'absentéisme est inexistant.

- Rémunérations et leur évolution, égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

La rémunération globale s'est élevée à 3 917 559 € en 2011 contre 3 856 629 € en 2010.

La société respecte l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

- Conditions d'hygiène et de sécurité

Non applicable

- Bilan des accords collectifs

Aucun accord collectif n'a été signé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

- Formation

La société verse 1,60% de la masse salariale aux organismes de formation. Les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent à 4 405 heures au 31.12.2011 et n'ont donné lieu à aucune demande.

- Emploi et insertion des travailleurs handicapés

La société emploie un travailleur handicapé.

- Les œuvres sociales

La société contribue aux œuvres sociales selon les prescriptions légales et conventionnelles.

- L'importance de la sous-traitance

Elle est non significative

Notre filiale britannique emploie uniquement des ressortissants britanniques.

Notre filiale allemande emploie uniquement des ressortissants allemands.

Notre filiale américaine emploie uniquement des ressortissants américains.

8.2. Informations sur l'environnement

Conformément à l'article 18 du décret 2005-829 relatif à la Directive européenne DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques), AURES Technologies SA reprend et recycle l'ensemble des matériels qu'il commercialise et facture.

9. Annexes réglementaires

Vous trouverez annexé au présent rapport le tableau visé à l'Article 148 du Décret du 23 mars 1967, faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices les annexes réglementaires portant informations sur les filiales et participations ainsi que le relevé global des rémunérations allouées aux cinq personnes les mieux rétribuées de l'entreprise.

Il est rappelé que les actionnaires :

- ont disposé d'un droit de communication temporaire avant la tenue de l'assemblée;
- ont pu demander à la Société de leur adresser certains documents avant la tenue de l'assemblée;
- disposent à toute époque de l'année d'un droit de communication permanent sur les documents ayant trait aux assemblées tenues au cours des trois derniers exercices.

Nous vous remercions de votre présence à cette assemblée et nous vous prions de bien vouloir adopter les différentes résolutions qui vont vous être soumises et dont le texte est déposé au siège social en annexe au présent rapport.

Le conseil d'administration

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL, AUX EVENTUELLES LIMITATIONS APORTEES PAR LE CONSEIL AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL AINSI QUE SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE (Article L 225-37 du Code de Commerce)

1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil

1.1. Composition du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration est composé de quatre membres.

Les membres du Conseil sont les suivants :

- Monsieur Patrick CATHALA, administrateur et Président Directeur Général
- Monsieur Daniel CATHALA, administrateur
- Monsieur Régis CATHALA, administrateur
- Monsieur Alfredo FREIRE, administrateur

La liste des autres fonctions et mandats exercés par nos administrateurs figure en annexe du rapport de gestion du Conseil d'Administration.

1.2. Fréquence des réunions

Au cours de l'exercice écoulé, votre conseil s'est réuni quatre fois.

L'article 12 des statuts prévoit que le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président.

L'agenda des réunions du conseil a été le suivant :

16/05/2011

- Arrêté du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010
- Préparation et convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle
- Proposition de nomination de nouveaux administrateurs
- Questions diverses

03/11/2011

- Arrêté du Bilan et des comptes semestriels consolidés au 30 juin 2011
- Mise en place d'intérêts sur compte courant AURES Inc
- Modification des management fees appliqués à la société Aures GmbH
- Examen des documents prévisionnels révisés de la société Aures Technologies S.A.

23/11/2011

- La filiale américaine et son stock
- Cours du titre et contrat d'animation de marché
- Régularité dans la convocation et la tenue des séances du conseil d'administration
- Demande de prime exceptionnelle du DGD
- Comité des rémunérations.
- Nombre et durée des séances du Conseil d'administration
- Tenue du registre de présence
- Qualité des procès-verbaux et incidence
- Mandat du dirigeant social de la filiale américaine
- Proposition de révocation du Directeur Général Délégué
- Candidature de Madame Lajeunie, aux fonctions d'administrateur
- Mandats d'administrateurs
- Convocation, fixation de la date et de l'ordre du jour d'une assemblée générale ordinaire

25/11/2011

- Convocation, fixation de la date et de l'ordre du jour d'une assemblée générale ordinaire

1.3. Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 12 des statuts, les administrateurs ont été convoqués par tous moyens et même verbalement.

Conformément à l'article L 225 – 238 du Code de Commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil qui ont examiné et arrêtés les comptes semestriels ainsi que les comptes annuels.

1.4. Information des administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur ont été communiqués 8 jours avant la réunion.

1.5. Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège social.

1.6. Comités spécialisés

Le conseil d'administration n'a pas mis en place de comités spécialisés.

1.7. Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués sans délai à tous les administrateurs.

2. Pouvoir du Président Directeur Général

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants et mandataires sociaux, est fixée au début de chaque exercice, et, est généralement revue deux fois par an, en juin et en décembre.

Une information détaillée figure dans le rapport de gestion.

4. Procédures de contrôle interne mises en place par la société

4.1. Objectifs de la société en matière de contrôle interne

Le contrôle interne désigne l'ensemble des procédures arrêtées par la Direction ayant pour objet de :

- veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que le comportement des personnels s'inscrivent dans le cadre des orientations et objectifs définis par les organes sociaux, par les lois et règlements, normes et règles internes applicables,
- prévenir et maîtriser les risques résultants de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes,
- vérifier que les informations comptables, financières et de gestion reflètent avec sincérité et prudence l'activité et la situation de l'entreprise.
- s'assurer de la sauvegarde et la protection des actifs.

Le contrôle interne comme tout système de contrôle ne peut cependant fournir qu'une assurance raisonnable en ce qui concerne la réalisation des objectifs.

4.2. Description synthétique des procédures de contrôle interne

Compte tenu de la taille de l'entreprise la structure de la société est simple, le contrôle interne est assuré pour partie par la Direction Générale et pour partie par le service administratif et financier.

Les décisions stratégiques du Conseil d'Administration sont mises en œuvre par la Direction Générale qui assure la coordination des différentes activités en s'appuyant sur l'équipe de direction composée de 4 directions opérationnelles :

- Commerciale France et Export
- Marketing/communication
- Technique
- Administration et finances

L'équipe de Direction se réunit lorsque cela est nécessaire et décide de plan d'actions spécifiques dont l'avancement est contrôlé lors des réunions suivantes.

L'activité est une activité de négoce et de services, il n'y a pas de transformation de matière.

Les actifs sont principalement des marchandises en stock et du matériel informatique et de bureau.

La société utilise l'ERP Microsoft Dynamics (NAVISION) depuis le 1^{er} janvier 2009 qui permet la gestion des stocks en continu. En outre, un inventaire physique est réalisé chaque semestre ainsi que des inventaires tournants entre les deux inventaires semestriels.

De même, la comptabilité est tenue en interne sur l'ERP Microsoft Dynamics standard adapté aux besoins de la société.

Le principe de séparation des tâches est toujours respecté dans la limite de l'effectif.

A ce titre, chaque utilisateur de Microsoft Dynamics a des droits d'utilisation de l'ERP limités à son domaine de compétences, à l'exception des deux utilisateurs clefs que sont le directeur des systèmes d'information et le directeur financier.

Le système d'information fait l'objet d'une mise à jour régulière. La gestion des risques informatiques repose essentiellement sur une procédure de sauvegarde journalière des données informatiques et des règles de gestion des login et mots de passe permettant l'accès au réseau informatique.

L'ensemble des notes de service sont regroupées et constitue la base des procédures.

La société dispose en outre d'une documentation régulièrement mise à jour sur les différents points de réglementation touchant à son secteur d'activité et à souscrit un certain nombre d'abonnements dans des revues spécialisées.

En ce qui concerne les filiales, un double reporting est effectué dans la mesure où les comptabilités sont révisées par des experts comptables locaux et la direction financière de la maison mère, supervisées par des fiscalistes.

Les comptes de la filiale britannique sont certifiés par un commissaire aux comptes (auditors).

4.3. Autres procédures de contrôle interne

Au niveau des processus opérationnels, les principaux contrôles suivants sont effectués :

- au niveau des départements commerciaux, production de tableaux de bord mensuels pour chacune des entités du groupe afin de suivre et contrôler les ventes réalisées, la prise de commande, les taux de marge et comparer la réalisation, par secteur d'activités, avec l'exercice précédent.
- au niveau du département marketing/communication pour vérifier l'avancement des opérations de communication et de marketing en termes de réalisation et de coûts par rapport aux objectifs fixés.

- au niveau du département technique pour suivre et contrôler l'avancement et le volume d'activité en termes de service après-vente, support technique, tests et référencement produits, recherches de solutions.
- au niveau du département administratif et financier qui regroupe les fonctions comptabilité, trésorerie, finance et contrôle de gestion, production d'un reporting de trésorerie, suivi du recouvrement et de la gestion des stocks, suivi des couvertures de change, et reporting sur les frais de personnel relatif au service commercial.

Au niveau de l'élaboration et du traitement de l'information financière et comptable :

- Le processus relève de la compétence du département administratif et financier et repose sur l'ERP Microsoft Dynamics permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptables en vigueur et appliquées par la société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés.

Depuis 2010 la production des comptes consolidés s'effectue via le logiciel ETAFI CONSO.

La Direction Générale s'assure de la réalité des informations comptables et financières produites par la direction financière. Ces informations sont contrôlées par les commissaires aux comptes qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur.

L'information comptable et financière fait l'objet d'une diffusion régulière, au moyen de plusieurs médias (communiqués de presse, site internet de la société, site Actusnews, publications légales) eu égard à la cotation des actions de la société au marché d'Euronext Paris.

Le Président du Conseil d'Administration

Patrick CATHALA

COMPTES CONSOLIDES

<i>Notes</i>	<i>ACTIF</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
	ACTIFS NON-COURANTS		
3.2.	Immobilisations Incorporelles	131 815	181 138
3.3.	Immobilisations Corporelles	386 945	348 342
3.4.	Autres actifs non courants	104 844	135 303
	Actifs d'impôts différés	125 037	189 316
	TOTAL ACTIFS NON COURANTS	748 641	854 099
	ACTIFS COURANTS		
3.5.	Stocks et en-cours	4 563 128	5 047 232
3.6.	Clients et comptes rattachés	5 032 566	4 634 756
3.7.	Autres actifs courants	854 533	878 768
3.8.	Trésorerie et équivalent de trésorerie	925 553	1 462 121
	TOTAL ACTIFS COURANTS	11 375 780	12 022 877
	TOTAL ACTIF	12 124 421	12 876 976
<i>Notes</i>	<i>PASSIF</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital	1 000 000	1 000 000
	Réserves	2 357 202	2 748 651
	Résultat de l'exercice	2 331 921	2 169 837
		5 689 123	5 918 488
	Intérêts minoritaires	4 588	151 920
	TOTAL CAPITAUX PROPRES	5 693 711	6 070 408
	PASSIFS NON COURANTS		
	Emprunts et dettes financières à long terme	124 393	207 832
	Impôt non courant	142 540	-
3.10.	Provisions pour risques et charges	772 958	495 407
	TOTAL PASSIF NON COURANTS	1 039 891	703 239
	PASSIFS COURANTS		
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 379 675	3 688 152
	Emprunts à court terme	661 745	166 257
	Impôt courant	137 487	148 668
	Autres passifs	2 211 912	2 100 310
	TOTAL PASSIF COURANTS	5 390 819	6 103 387
	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	12 124 421	12 876 976

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE EN EUROS

<i>Notes</i>	<i>Rubriques</i>	31/12/2011	31/12/2010
	Chiffre d'affaires	31 896 862	31 304 129
	Achats consommés	(19 544 760)	(19 570 456)
	Charges de personnel	(5 076 728)	(5 015 655)
	Charges externes	(2 712 073)	(2 592 257)
	Impôts et taxes	(347 294)	(324 685)
	Dotations aux amortissements	(159 321)	(171 080)
	Dotations aux provisions	(266 246)	(292 914)
	Autres produits et charges d'exploitation	(100 884)	(88 759)
	Résultat opérationnel courant	3 689 556	3 248 323
	Autres produits opérationnels	3 280	49 351
	Autres charges opérationnelles	(1 592)	(18 306)
	Résultat opérationnel	3 691 244	3 279 368
	Coût de l'endettement financier brut	(27 502)	(24 598)
3.12.	Coût de l'endettement financier net	(27 502)	(24 598)
3.12.	Autres produits financiers	168 192	208 224
3.12.	Autres charges financières	(190 380)	(128 519)
3.13.	Charge d'impôt	(1 280 174)	(1 100 679)
	Résultat net	2 361 381	2 233 796
	Part du groupe	2 331 921	2 169 837
	Intérêts minoritaires	29 460	63 957
	Résultat net de base par action	2.39	2.20
	Résultat net dilué par action	2.36	2.18

Etat de résultat global

<i>Notes</i>	<i>Rubriques</i>	31/12/2011	31/12/2010
	Résultat net avant part des minoritaires	2 331 921	2 169 837
	Variation du montant des écarts de conversion	5 376	17 790
	Produits et charges enregistrés en capitaux propres	5 376	17 790
	Total des produits et charges de la période	2 337 297	2 187 627
	Part des minoritaires	0	2 404
	Total des produits et charges, part du Groupe	2 337 297	2 185 223

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE EN MILLIERS D'EUROS

	31/12/2011	31/12/2010
Résultat net consolidé (1)	2 361	2 234
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (2)	435	334
-/+ Plus et moins-values de cession	(2)	(45)
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 280	1 101
- Impôts versé	(1 087)	(1 059)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (3)	(1 240)	1 286
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	1 747	3 851
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(153)	(245)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	47
+/- Incidence des variations de périmètre	(285)	0
+/- Variation des prêts et avances consentis	29	(28)
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	(406)	(227)
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	(23)	36
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(2 279)	(1 679)
- Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		(41)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	0	120
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	(83)	(66)
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	(2 385)	(1 630)
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	11	20
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	(1 032)	2 015
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	1 296	(719)
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	264	1 296

(1) Y compris intérêts minoritaires

(2) A l'exclusion de celles liées à l'actif circulant.

(3) Y compris dette liée aux avantages au personnel

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires (emprunts à court terme) sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie (voir paragraphe 3.8).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES EN MILLIERS D'EUROS

	CAPITAL	RESERVES CONSOLIDEES	RESERVES DE CONVERSION	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS MINORITAIRES	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Total capitaux propres au 1^{er} janvier 2010	1 000	4 384	(20)	5 364	126	5 490
Résultat global		2 170		2 170	64	2 234
Dividendes versés		(1 679)		(1 682)	(38)	(1 720)
Opérations sur titres en autocontrôle		36		36		36
Ecart de conversion		30	30		31	(20)
Capitaux propres au 31 décembre 2010	1 000	4 911	10	5 918	152	6 070
Résultat net		2 332		2 332	29	2 361
Ecart de conversion			5	5		5
Résultat global		2 332	5	2 337	29	2 366
Dividendes versés		(2 279)		(2 279)		(2 279)
Opérations sur titres en autocontrôle		(23)		(23)		(23)
Autres		37	(157)	(120)	(37)	(157)
Variation de périmètre :						
- Variation de périmètre		(285)		(285)		(285)
- Changement d'intérêt		140		140	(140)	
Capitaux propres au 31 décembre 2011	1 000	4 831	(142)	5 689	5	5 694

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Principes généraux et référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002, le groupe AURES présente ses états financiers consolidés au titre de l'exercice 2011 suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards « IFRS », telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le conseil d'administration le 12 avril 2012.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes généraux du référentiel IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

De nouvelles normes, amendements de normes ou interprétations sont d'application obligatoire en 2011. Il s'agit de :

- IAS 24 : Information relative aux parties liées
- Amendement IAS 32 : Classement des émissions de droits
- IFRIC 14 : Paiement d'avance d'exigences de financement minimal
- IFRIC 19 : Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres

Améliorations des IFRS 2010 :

- Amendement IAS 1 : Présentation des états financiers
- Amendement IAS 34 : Information financière intermédiaire
- Amendement IFRS 7 : Instruments financiers – informations à fournir
- IFRIC 13 : Programmes de fidélisation de la clientèle.

Ces normes, amendements de normes ou interprétations n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2012 ou postérieurement, n'ont pas été adoptés par anticipation par le groupe.

Enfin, lorsque l'application des normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas appliquées par le groupe AURES.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1.2. Modalités de consolidation

1.2.1. Méthodes

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société AURES Technologies S.A. et en intégration globale les comptes des filiales qu'elle contrôle.

Par ailleurs la société AURES Technologies S.A. n'exerce aucun contrôle conjoint ou influence notable sur une autre entreprise.

1.2.2. Ecarts d'acquisition

Lors de la prise de contrôle exclusive d'une entreprise, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur ; la différence entre le coût de la prise de contrôle et la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels est inscrite en écart d'acquisition. Il ne figure aucun écart d'acquisition dans les comptes consolidés.

1.2.3. Estimations

Dans le cadre du référentiel IFRS, le groupe procède également à des estimations et utilise des hypothèses susceptibles d'impacter le bilan et le compte de résultat. Cela concerne principalement les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés.

1.2.4. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères sont convertis en euros au cours de clôture pour les postes du bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat.

L'incidence de ces conversions est inscrite, pour la part du Groupe, dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecarts de conversion » et au poste « intérêts minoritaires » pour la part revenant aux tiers.

1.2.5. Opérations en devises

Les transactions en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances et les dettes en devises figurent au bilan consolidé pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont inscrits en résultat.

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux de change, les achats en devises font généralement l'objet de contrats d'achat à terme de devises étrangères.

Sont mis en place des contrats à terme afin de couvrir des transactions commerciales comptabilisées au bilan et des flux de trésorerie sur opérations commerciales futures dont la réalisation est jugée hautement probable.

Il s'agit d'instruments dérivés de couverture ne répondant pas aux critères de la norme IAS 39 et dont la variation de juste valeur impacte le résultat.

1.2.6. Date de clôture

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

1.2.7. Intérêts minoritaires

A partir du 1^{er} janvier 2010, conformément à l'IAS 27 révisée, l'ensemble des résultats d'une filiale est affecté à la part groupe et aux intérêts minoritaires, même si cette affectation a pour effet de rendre négatif le montant des intérêts minoritaires à l'intérieur des capitaux propres.

Cette disposition de la norme IAS 27 révisée est appliquée de façon prospective.

1.3. Principales méthodes

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après.

1.3.1. Immobilisations incorporelles

Cette rubrique n'inclut pas les frais de recherche et de développement.

Ces derniers sont intégrés par nature dans les charges d'exploitation de l'exercice

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 1 à 7 ans selon leur nature.

1.3.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier.

Ces immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif et les durées d'utilité décrits ci-dessous :

- Installations techniques Matériel et outillage	1 à 5 ans
- Installations générales, agencements	2 à 10 ans
- Matériel de transport	4 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 8 ans
- Mobilier et matériel de bureau	4 à 10 ans

Les amortissements économiques sont homogènes entre les différentes sociétés du Groupe.

1.3.3. Immobilisations financières

Ce poste est composé des dépôts et cautionnements. La société ne détient pas à la clôture de l'exercice de participation non consolidée ou de créances rattachées à ces participations.

1.3.4. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût selon la méthode du « coût moyen pondéré » et de leur valeur de réalisation.

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires (port, frais de douane et assurance).

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée dans le cas d'obsolescence liée à des changements techniques ou de gamme de produits.

1.3.5. Créances et dettes.

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les risques de non-recouvrement font l'objet de provisions pour dépréciation appropriées et déterminées de façon individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté.

1.3.6. Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les chèques et effets à l'encaissement, les fonds de caisse et les dépôts à vue.

1.3.7. Actions propres

En application de l'IAS 32, les actions propres détenues par le Groupe sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés, à leur coût d'acquisition. En cas de cession, le prix de revient du lot cédé est établi selon la méthode Premier Entré - Premier Sorti (FIFO) ; les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres.

1.3.8. Provisions pour risques et charges

Conformément à l'IAS 37, les obligations à l'égard des tiers, existantes à la date de clôture et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources probable font l'objet d'une provision lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante.

1.3.9. Provision pour retraite

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages au personnel", dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements, pour l'ensemble du personnel, toutes classes d'âges confondues, font l'objet d'une évaluation selon la méthode rétrospective en fonction des conventions ou accords en vigueur dans chaque société. Cette valeur actualisée de l'obligation future de l'employeur évolue en fonction de l'augmentation future des salaires, du taux de rotation du personnel et d'une actualisation financière.

1.3.10. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés aux clients. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

Les remises et ristournes accordées aux clients sont généralement, lorsqu'elles peuvent être estimées d'une manière fiable, comptabilisées simultanément à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

1.3.11. C.V.A.E.

La Loi de finances pour 2010, votée en décembre 2009, a introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la Taxe Professionnelle (TP).

La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1.5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée.

Le groupe a choisi de présenter la CVAE sur la ligne « Impôts et taxes » en raison de ses similitudes avec la taxe professionnelle.

1.3.12. Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le résultat opérationnel courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci comprennent les charges commerciales ainsi que les charges administratives et générales.

Le résultat opérationnel incorpore en plus le résultat des cessions des immobilisations incorporelles et corporelles.

1.3.13. Impôts sur le résultat

La charge d'impôt correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité consolidée, corrigée des impôts différés.

Les différences temporelles entre la valeur consolidée des éléments d'actif et de passif et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale peuvent donner lieu à la constatation d'impôts différés.

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture; les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

Les impôts différés actifs relatifs à des déficits fiscaux reportables dont la récupération pourrait être jugée improbable ne sont pas comptabilisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.14. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte, le cas échéant, des effets de toutes les actions potentielles dilutives sur le calcul du résultat de la période et sur celui du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

2. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

	31/12/2011			31/12/2010		
	% de détention	% de détention	Méthode	% de détention	% de contrôle	Méthode
AURES Technologies Limited	100%	100%	IG	90%	90%	IG
AURES Technologies GmbH	90%	90%	IG	90%	90%	IG
AURES USA Inc	100%	100%	IG	100%	100%	IG

I.G. Intégration globale

3. Notes sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011

Les chiffres sont indiqués en euros.

3.1. Ecart d'acquisition

Aucun écart d'acquisition ne figure au 31 décembre 2011.

3.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>Acquisitions</i>	<i>Cessions</i>	<i>Variation taux de change</i>	<i>31/12/2011</i>
Concessions, brevets et droits similaires	411 335	571	753	(4 669)	406 484
TOTAL	411 335	571	753	(4 669)	406 484

<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Variation taux de change</i>	<i>31/12/2011</i>
Concessions, brevets et droits similaires	230 197	48 961	753	(3 766)	274 669
TOTAL	230 197	48 961	753	(3 766)	274 669

3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>Acquisitions</i>	<i>Cessions</i>	<i>Variation taux de change</i>	<i>31/12/2011</i>
Installations techniques, matériel et outillage	56 382	1 761	1 901	248	56 490
Autres immobilisations corporelles	757 792	146 493	36 695	5 666	851 133
TOTAL	814 174	148 254	38 596	(16 209)	907 623

<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Variation taux de change</i>	<i>31/12/2011</i>
Installations techniques, matériel et outillage	29 282	6 649	902	248	35 277
Autres immobilisations corporelles	436 550	103 712	36 691	(18 170)	485 401
TOTAL	465 832	110 361	37 593	(17 922)	520 678

Il n'existe pas au 31 décembre 2011 d'immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location » qui seraient incluses dans le poste « immobilisations corporelles ».

3.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières ont évolué comme suit :

	31/12/2010	Augmentation	Diminution	Variation taux de change	31/12/2011
Immobilisations financières	135 303	3241	32 328	699	104 844

Il s'agit principalement des dépôts et cautionnements versés lors de la signature des baux des différentes entités.

3.5. Stocks

	31/12/2011	31/12/2010
Marchandises	4 747 107	5 160 167
Dépréciation	(183 979)	(112 935)
VALEUR NETTE	4 563 128	5 047 232

Le poste « stocks et en-cours » se décompose comment suit par entité du groupe:

	TOTAL	FR	GMBH	INC	UK
Marchandises	4 747 107	2 957 884	511 292	505 165	772 766
Dépréciation	(183 979)	(77 999)	(41 039)	-	(64 941)
VALEUR NETTE	4 563 128	2 879 885	470 253	505 165	707 825

3.6. Clients et comptes rattachés

	31/12/2011	31/12/2010
Valeur brute	5 297 065	4 973 638
Dépréciation	(264 500)	(338 884)
VALEUR NETTE	5 032 565	4 634 754

A l'exception de celles qui présentent un caractère douteux, les créances clients ont une date d'échéance inférieure à un an.

Le poste « clients et comptes rattachés » se décompose comme suit par entité du groupe :

	TOTAL	FR	GMBH	INC	UK
Clients et comptes rattachés	4 933 530	3 277 278	361 643	182 112	1 101 074
Clients douteux	363 535	81 780	156 447	11 423	125 308
Valeur brute	5 297 065	3 359 058	518 090	193 535	1 226 382
Dépréciation	(264 500)	(68 378)	(78 215)	(11 423)	(106 484)
VALEUR NETTE	5 032 565	3 290 680	439 875	182 112	1 119 898

3.7. Créances et comptes de régularisation

	31/12/2011	31/12/2010
Etat	766 941	769 746
Avances fournisseurs	6 446	13 068
Autres comptes de régularisation	81 146	95 951
TOTAL	854 533	878 768

3.8. Trésorerie et équivalent de trésorerie

	31/12/2011	31/12/2010
Chèques et effets à l'encaissement	195 061	196 739
Comptes bancaires	728 380	1 264 054
Caisses	2 112	1 328
TOTAL	925 553	1 462 121

3.9. Capitaux propres

Les capitaux propres incluent les capitaux propres part du groupe et les intérêts minoritaires tels que présentés au bilan. Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté dans les états financiers en page 4.

Les capitaux propres du groupe ne sont soumis à aucune exigence imposée par des tiers.

Les programmes de rachat d'actions propres mis en place sont décrits au paragraphe 4.9 de l'annexe.

3.10. Provisions pour risques et charges

	31/12/2010	Dotations	Reprises	Var taux de change	31/12/2011
Engagements de retraite (1)	121 953	117 117			239 070
Garantie clients (2)	373 454	458 167	339 505	1 569	493 685
Autres provisions pour risques	0	40 000			40 000
TOTAL	495 407	615 284	339 505	1 569	772 755

(1) Engagement de retraite

Les modalités de calcul des engagements de retraite sont conformes à IAS 19.

Les engagements de retraite à prestations définies de la société se limitent aux indemnités de fin de carrière applicable en France et ne sont pas financés.

Ces engagement sont évalués selon la méthode actuarielle dites des unités de crédits projetée.

Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

Les hypothèses retenues pour l'année 2011 sont les suivantes :

- Taux de mortalité TF00-02
- Taux d'actualisation 4 %
- Taux d'évolution des salaires 2%
- Age théorique de départ à la retraite (toutes catégories) 65 ans
- Taux de turnover 1%
- Taux de charges sociales patronales 45%

(2) Provision pour garantie accordée aux clients

Sur une base statistique, les coûts liés à la mise en œuvre de la garantie contractuelle consentie aux clients sur les ventes d'équipements POSLIGNE sont provisionnés dans les comptes.

La provision est notamment déterminée en fonction du chiffre d'affaires réalisé et de la durée de garantie restant à courir à la clôture de l'exercice.

3.11. Information sectorielle

Le niveau d'information sectorielle retenu par le groupe en 2011 est la zone géographique.

Auparavant le groupe utilisait les marchés commerciaux.

Toutefois, le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs étant fondé sur la zone géographique, cette dernière a été retenue.

Les zones géographiques ont été définies en regroupant des pays présentant des caractéristiques économiques similaires : zone France, zone Europe, zone USA

3.11.1. Résultats par secteurs d'activité

Le résultat sectoriel est établi par rapport aux données consolidées. Le critère d'affectation à une zone géographique est celui de la localisation des actifs permettant de réaliser les ventes.

K€	2011				2010			
	France	Europe	USA	Total	France	Europe	USA	Total
Chiffre d'affaires	20 814	10 680	403	31 897	20 617	10 352	335	31 304
Résultat opérationnel	2 855	1 203	(367)	3 691	2 805	879	(380)	3 279
Résultat net	1 807	855	(301)	2 361	1 929	640	(335)	2 234

3.11.2. Ventilation géographique

La ventilation géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

K€	31/12/2011	31/12/2010
France	18 605	18 137
Grande Bretagne	5 632	5 886
Allemagne	3 676	3 159
Autres états de la CEE	1 903	2 543
Export hors CEE	2 081	1 579
TOTAL	31 897	31 304

3.12. Résultat financier

Le résultat financier est composé des éléments suivants :

	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts et charges assimilées	(27 502)	(26 073)
Reprise provisions financières	-	1 475
Cout de l'endettement financier net	(27 502)	(24 598)
Autres produits financiers	168 192	208 224
Autres charges financières	(190 380)	(128 519)
RESULTAT FINANCIER	(49 690)	55 107

Les autres produits financiers et les autres charges financières comprennent respectivement les différences de changes négatives et positives.

3.13. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	31/12/2011	31/12/2010
Impôts exigibles	1 072 793	1 045 638
Impôts différés	207 381	55 041
TOTAL	1 280 174	1 100 679

La ventilation des actifs et passifs d'impôts différés par catégorie est la suivante :

	31/12/2011	31/12/2010
Actifs d'impôts différés	125 037	189 316
Passifs d'impôts différés	(142 540)	
Montant net	(17 503)	189 316

3.14. Preuve d'impôt

Le tableau ci-après résume le rapprochement entre :

- d'une part, la charge d'impôt théorique du Groupe calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôt le taux d'impôt applicable en 2011.
- d'autre part, la charge d'impôt totale comptabilisée dans le compte de résultat consolidé.

€	TOTAL	FR	GMBH	INC	UK
Résultat consolidé avant impôt	3 641 555	2 761 570	417 444	(296 164)	758 705
Charge d'impôt théorique	1 253 790	950 809	143 727	(101 969)	261 223
En %	34.43%				
Incidence des charges et produits non imposables	25 862	28 515	1 622		(4 275)
Ecart temporels	(18 179)		(18 179)		
Déficit non activé	106 985			106 985	
Imposition à taux différencié	(88 283)	(25 094)	(4 326)		(58 863)
IMPOTS ET TAUX EFFECTIFS	1 280 174	954 228	122 844	5 016	198 086
	35.15%				

3.15. Résultat par action

Au 31 décembre 2011, le capital de la société AURES Technologies était divisé en 1 000 000 actions.

Le résultat consolidé au 31 décembre 2011 part du groupe s'élevant à 2 331 921 €, le résultat consolidé par action est de 2.39€. Le résultat consolidé au 31 décembre 2011 hors groupe s'élève à 29 460 €.

Le résultat dilué par action est égal à 2.36 €.

3.16. Transactions entre parties liées

Le groupe n'a réalisé au cours de l'exercice 2011 aucune transaction significative de cette nature.

Les rémunérations inscrites en charges pour les dirigeants au cours de l'exercice figurent au point 4.8.

4. **Autres informations**

4.1. Engagements hors bilan

	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
Achat à terme de devises	3 134 356	6 058 092
Caution bancaire	-	45 735
TOTAL	3 134 356	2 783 540

Au 31 décembre 2011, le montant des contrats à terme souscrits s'élève à 4 245 K\$ dont 1 052 K\$ sont affectés à des dettes comptabilisées.

Le solde de ces contrats couvre des engagements d'achats de marchandises pris au 31 décembre 2011.

Le cours moyen des couvertures détenues au 31 décembre 2011 est de 1.3543

4.2. Effectifs

Les effectifs du Groupe AURES Technologies au 31 décembre 2011 s'élèvent à 66 personnes :

	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
Encadrement	22.7	22.4
Employé	43.6	43.6
TOTAL	66.3	66.0

4.3. Options d'achat d'actions

La Société AURES attribue à ses salariés des plans d'achat d'action à prix unitaire convenu.

Le tableau suivant résume les différents plans de rachat d'actions mis en place par la société :

	<i>Plan 2007</i>	<i>Plan 2005</i>
Date de décision du conseil d'administration	05/09/2007	27/09/2005
Nombre de bénéficiaires à l'origine	31	29
Nombre d'options accordées	4 240	3 880
Nombre d'options pouvant être exercées à la date de clôture	4 000	0
Prix d'exercice	22.40	11.21

240 options ont été exercées au cours de l'exercice 2011.

4.4. Participation et intéressement des salariés

Aucune des sociétés de groupe n'est soumise à l'obligation de la mise en place ni d'un accord d'intéressement ni d'un accord de participation et ne l'a pas fait à titre facultatif.

4.5. Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, la société mère accorde à ses salariés un droit individuel d'une durée de vingt et une heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt-six heures.

Les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent à 4 405 heures au 31.12.2011 et n'ont donné lieu à aucune demande.

4.6. Honoraires d'audit et de conseil

K€	<i>F.-M Richard et associés</i>		<i>Audit Bourdin et associés</i>		<i>Constantin (a)</i>	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Commissariat aux comptes et Certification des comptes						
Annuels et consolidés	26.3	25.5	26.3	25.5	11	11
Missions accessoires						
Sous-total	26.3	25.5	26.3	25.5	11	11
Autres prestations fiscales, social						
Sous-total	0	0	0	0	0	0
TOTAL	26.3	25.5	26.3	25.5	11	11

(a) concerne les prestations effectuées au bénéfice de la filiale anglaise.

4.7. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2011 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration le 12 avril 2012.

4.8. Dirigeants

La rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction de la société AURES Technologies s'est élevée à 857 232.75 €.

Ils ne perçoivent aucune rémunération au titre des fonctions qu'ils exercent dans les sociétés contrôlées.

Ces mêmes personnes ne bénéficient d'aucun engagement particulier en matière de pensions ou autres indemnités assimilées. Aucune avance financière ne leur a été consentie.

4.9. Actions propres

Un nouveau programme de rachat d'actions a été mis en place par le conseil d'administration suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2011.

Les actions détenues dans le cadre de l'ensemble des programmes de rachat d'action engagés par la société sont :

Comptes	31/12/2011			31/12/2010		
	Nombre de titres	Prix revient unitaire	Prix revient total	Nombre de titres	Prix revient unitaire	Prix revient total
Animation	2 559	18,77	48 037	1 631	27,37	44 673
Actions Propres	3 764	18,27	68 765	3 764	21,80	99 666
Actions Propres réservées aux salariés	4 240	22,40	94 976	4 480	18,27	68 765
Dépréciation totale			(13 157)			
MONTANT NET	10 563		198 621	9 875		211 104

COMPTES SOCIAUX

Notes	Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2011	31/12/2010
	Capital souscrit non appelé				
1.1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, brevets et droits similaires	338 472	228 665	109 807	149 596
	Fonds commercial				
	Autres				
	Immobilisations incorporelles en cours	26 749		26 749	
	Avances et acomptes				
1.2	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	256 746	189 054	67 692	90 783
	Installations techniques, matériel, outillage	37 624	21 212	16 512	21 212
	Autres	327 760	193 478	134 281	168 853
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
1.3	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations par mise en équivalence				
1.3.2	Autres participations	315 073	674	314 399	30 173
1.3.2	Créances rattachées à des participations	2 200 481	400 000	1 800 481	2 637 167
	Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	122 055		122 055	141 303
	ACTIF IMMOBILISE	3 624 820	1 033 082	2 591 737	3 238 987
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
1.4	Marchandises	2 957 884	77 999	2 879 885	3 173 861
	Avances et acomptes versés sur commandes	6 446		6 446	12 501
1.5	CREANCES				
	Créances clients et comptes rattachés	4 073 363	68 378	4 004 985	3 895 415
	Autres	84 524		84 524	80 771
	Capital souscrit et appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
1.6	Actions propres	163 741	13 157	150 584	166 431
	Autres titres				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	222 270		222 270	385 107
1.7	Charges constatées d'avance	34 635		34 635	43 330
	ACTIF CIRCULANT	7 542 863	159 534	7 383 328	7 757 417
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Ecarts de conversion actif	1 456		1 456	6 504
	TOTAL GENERAL	11 169 138	1 192 616	9 976 522	11 002 908

BILAN PASSIF EN EUROS

Notes	Rubriques	31/12/2011	31/12/2010
2.2	Capital	1 000 000	1 000 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserve légale	100 000	100 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 500 000	1 500 000
	Report à nouveau	699 849	697 679
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 092 213	2 281 489
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	203	
2.1	CAPITAUX PROPRES	5 392 265	5 579 168
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	AUTRES FONDS PROPRES		
	Provisions pour risques	395 389	290 516
	Provisions pour charges		
2.3	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	395 389	290 516
	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	786 137	374 088
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 433	28 220
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 239 074	3 605 833
	Dettes fiscales et sociales	984 093	991 943
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	170 871	132 621
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
2.4	DETTES	4 187 609	5 132 704
	Ecarts de conversion passif	1 259	520
	TOTAL GENERAL	9 976 522	11 002 908

COMPTE DE RESULTAT EN EUROS

<i>Notes</i>	<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
	Ventes de marchandises	18 027 106	9 116 969	27 144 075	26 831 871
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	578 051	225 224	803 275	565 940
3.1	CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	18 605 157	9 342 193	27 947 350	27 397 811
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			652	4 926
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			395 531	268 833
	Autres produits			404 784	356 708
	PRODUITS D'EXPLOITATION			28 748 317	28 028 277
	Achats de marchandises (y compris droits de douane)			18 897 693	19 834 090
	Variation de stock (marchandises)			270 164	(998 723)
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			31 407	33 400
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
	Autres achats et charges externes			1 714 289	1 690 393
	Impôts, taxes et versements assimilés			325 618	312 906
	Salaires et traitements			2 699 618	2 710 867
	Charges sociales			1 217 941	1 145 762
	DOTATIONS D'EXPLOITATION				
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements			117 543	146 346
	Sur immobilisations : dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions			107 823	99 861
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			393 933	284 012
	Autres charges			42 575	50 696
	CHARGES D'EXPLOITATION			25 818 603	25 309 610
	RESULTAT D'EXPLOITATION			2 929 714	2 718 667
	QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN				
	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations			548 660	368 781
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			28	10
	Reprises sur provisions et transferts de charges			6 504	1 475
	Différences positives de change			23 050	59 282
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
4	PRODUITS FINANCIERS			578 243	429 548
	Dotations financières aux amortissements et provisions			415 286	6 504
	Intérêts et charges assimilées			27 305	27 273
	Différences négatives de change			95 252	40 201
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
4	CHARGES FINANCIERES			537 844	73 977
4	RESULTAT FINANCIER			40 399	355 570
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 970 113	3 074 238

COMPTE DE RESULTAT EN EUROS (suite)

<i>Notes</i>	<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	219	233
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 187	64 467
	Reprises sur provisions et transferts de charges		2 185
5	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 406	66 886
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	252	3 821
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	29 646	16 806
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	203	
5	CHARGES EXCEPTIONNELLES	30 102	20 628
5	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(20 695)	46 258
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
6	Impôts sur les bénéfices	857 205	839 007
	TOTAL DES PRODUITS	29 335 966	28 524 711
	TOTAL DES CHARGES	27 243 753	26 243 222
	BENEFICE OU PERTE	2 092 213	2 281 489

■ FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

En date du 18 avril 2011, la société AURES TECHNOLOGIES S.A. a racheté les 10% du capital de la filiale de droit britannique AURES Ltd auparavant détenus par les minoritaires pour un montant de 250 000 livres sterling soit 284 900 euros. La société détient désormais 100% du capital de cette filiale.

Il n'existe aucun autre fait caractéristique de l'exercice ayant une incidence comptable ou qui empêcherait la comparaison des postes du bilan et compte de résultat d'un exercice sur l'autre.

■ EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2011 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration le 12 avril 2012.

■ REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31 décembre 2011 a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Le total du bilan avant répartition est de 9 976 522 € et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégage un résultat net comptable de 2 092 213 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

■ NOTES SUR LE BILAN

1. Notes sur le bilan actif

1.1. Immobilisations incorporelles

Cette rubrique n'inclut pas de frais de recherche et développement.

Ces derniers sont intégrés, s'il y a lieu, par nature dans les charges d'exploitation de l'exercice.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 1 à 8 ans selon leur nature.

1.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée prévue:

- Installations techniques matériel et outillage	1 à 5 ans
- Installations générales, agencements	2 à 10 ans
- Matériel de transport	4 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 8 ans
- Mobilier et matériel de bureau	4 à 10 ans

1.3. Immobilisations financières

Ce poste est composé des dépôts et cautionnements, titres de participation et créances rattachées ainsi que des actions propres de la Société.

1.3.1. Mouvements de l'exercice

Les mouvements de l'exercice relatifs aux immobilisations et amortissements sont détaillés dans les tableaux figurant ci-après.

Mouvements relatifs aux immobilisations

Acquisitions

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Réévaluation</i>	<i>Acquisitions, apports</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	338 472		26 749
Constructions installations générales, agencements, aménagements	256 746		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	37 624		1 761
Installations générales, agencements, aménagements	1 183		
Matériel de transport	151 285		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	174 712		14 490
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	621 550		16 251
Autres participations	2 667 340		8 114 394
Prêts et autres immobilisations financières	141 303		651 217
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 808 643		8 765 612
TOTAL GENERAL	3 768 665		8 808 612

Cessions

<i>Rubriques</i>	<i>Virement</i>	<i>Cession</i>	<i>Fin d'exercice</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			365 221
Constructions, installations générales, agencements			256 746
Installations techniques, matériel et outillages industriels		1 901	37 484
Installations générales, agencements divers			1 183
Matériel de transport		13 910	137 375
Matériel de bureau, informatique, mobilier			189 202
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		15 811	621 990
Autres participations		8 266 180	2 515 554
Prêts et autres immobilisations financières		670 466	122 055
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		8 936 646	2 637 609
TOTAL GENERAL		8 952 457	3 624 820

Mouvements relatifs aux amortissements

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	188 875	39 789		228 665
Constructions installations générales, agencements, aménagements	165 963	23 091		189 054
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 512	5 602	902	21 212
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 183			1 183
Matériel de transport	50 256	23 584	13 910	59 930
Matériel de bureau et informatique, mobilier	106 889	25 477		132 365
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	340 803	77 753	14 812	403 744
TOTAL GENERAL	529 678	117 543	14 812	632 409

1.3.2. Dépréciation des titres de participation et créances rattachées

Au 31 décembre 2011, les comptes sociaux de la filiale américaine (AURES USA Inc) présentent une situation nette négative de \$ 1 116 120 soit 862 601 € au taux de clôture de 1.2939.

A cette date, les titres de participation détenus sur cette dernière figurent à l'actif du bilan pour la somme de 674 € et les créances détenues sur cette participation s'élèvent à 1 690 299 €.

Dans le cadre d'une gestion prudente, les titres de participation ont été totalement dépréciés au 31 décembre 2011 et les créances détenues sur cette participation ont fait l'objet d'une dépréciation de 400 000 €.

1.4. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode du "coût moyen pondéré".

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais d'approche liés à l'achat.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans le tableau figurant ci-après :

	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Marchandises	3 228 047		270 163	2 957 884
Dépréciation	54 186	77 999	54 186	77 999

1.5. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est constatée pour tenir compte des difficultés de recouvrement susceptibles d'apparaître.

L'état des échéances des créances est détaillé dans le tableau figurant ci-après :

Etat des créances par échéance

	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations	2 200 481	510 183	1 690 299
Autres immobilisations financières	122 055		122 055
Clients douteux ou litigieux	81 780		81 780
Autres créances clients	3 991 583	3 991 583	
Personnel et comptes rattachés	3 811		3 811
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	17 682	17 682	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	17 798	17 798	
Débiteurs divers	45 232	42 732	2 500
Charges constatées d'avance	34 635	34 635	
TOTAL GENERAL	6 515 058	4 614 614	1 900 444

1.6. Produits à recevoir

L'état des produits à recevoir par poste du bilan au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>Nature des produits</i>	<i>Montant</i>
Fournisseurs avoirs à recevoir	41 348
Indemnités de sécurité sociale et prévoyance à recevoir	11 337
TOTAL	52 685

1.7. Créances représentées par des effets de commerce

L'état des créances représentées par des effets de commerce au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>Poste</i>	<i>Montant</i>
Créances clients et comptes rattachés	321 686
Disponibilités	117 143
TOTAL	438 829

1.8. Valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Lorsque le cours moyen du mois de clôture est inférieur au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les actions de la Société détenues en propre pour alimenter les options d'achat consenties aux membres du personnel sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque le cours moyen du mois de clôture est inférieur au cours d'acquisition.

Le cours moyen du mois de décembre 2011 est de 19,297 €, et, est inférieur au prix de revient unitaire des seules actions propres réservées détenues au 31 décembre 2011.

L'inventaire des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2011 figure dans le tableau ci-après :

<i>Compte</i>	<i>Nombre de titres</i>	<i>Prix de revient unitaire</i>	<i>Prix de revient total</i>	<i>Dépréciation</i>
Animation	2 559	18.77	48 037	-
Actions propres réservées	4 240	22.40	94 976	13 157
Actions propres	3 764	18.27	68 765	-
TOTAL	10 323		211 778	13 157

1.9. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance dont le détail figure ci-dessous ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

<i>Charges constatées d'avance</i> <i>Libellé</i>	<i>Date</i>		<i>Montant</i>	
	<i>Période</i>	<i>Exploitation</i>	<i>Financier</i>	<i>Exceptionnel</i>
Electricité	01/01/2012	31/01/2012	180	
Locations	01/01/2012	26/10/2012	6 291	
Entretien et réparations	01/01/2012	08/07/2012	1 599	
Maintenance informatique	01/01/2012	30/04/2013	14 306	
Primes d'assurance	01/01/2012	31/12/2012	3 257	
Documentation	01/01/2012	08/04/2013	4 126	
Honoraires	01/01/2012	31/01/2012	1 189	
Publicité	01/01/2012	04/06/2012	1 403	
Voyages et déplacements	01/01/2012	02/03/2012	909	
Frais postaux et télécommunications	01/01/2012	03/02/2012	526	
Charges sociales	01/01/2012	31/01/2012	325	
Redevance brevets licences	01/01/2012	21/06/2012	524	
TOTAL GENERAL			34 635	

2. Notes sur le bilan passif

2.1. Capitaux propres

La variation des capitaux propres au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 est la suivante :

<i>Rubriques</i>	<i>Montant</i>
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	3 297 679
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	2 281 489
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 579 168
APPORTS RECUS AVEC EFFET RETROACTIF A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	
Variation du capital	
Variation des autres postes	
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE APRES APPORTS RETROACTIFS	5 579 168
Variation en cours d'exercice :	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	(2 279 318)
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	3 299 850
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	(2 279 318)
Dont variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	(2 279 318)

L'assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2011 a décidé une distribution de dividendes rattachée à l'exercice 2010 pour un montant de 2 300 000 €, soit 2,30 €/action (2010 : 1 700 000 € rattaché à l'exercice 2009, soit 1,70 €/action).

Lors de la mise en paiement, AURES Technologies S.A. détenait certaines de ses propres actions.

De ce fait, le montant du dividende correspondant à ces actions n'a pas été versé et a été affecté au report à nouveau.

Le montant des dividendes payés en 2011 s'élève à 2 279 318,40 € (2010 : 1 679 448,70 €).

2.2. Capital social

Le montant du capital social est de 1 000 000 €. Il est composé de 1 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro. Il n'y a pas eu de mouvement au cours de l'exercice.

2.3. Provisions

Les obligations à l'égard des tiers, connues à la date de clôture et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable, font l'objet d'une provision lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante.

Mouvements relatifs aux provisions

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provision pour garanties données aux clients	284 012	353 933	284 012	353 933
Provision pour pertes de change	6 504	1 456	6 504	1 456
Provision pour litiges	0	40 000	0	40 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	290 516	395 389	290 516	395 389

Provision pour garantie accordée aux clients

Les coûts liés à la mise en œuvre de la garantie contractuelle consentie aux clients sur les ventes d'équipements POSLIGNE sont provisionnés dans les comptes.

La provision est notamment déterminée en fonction du chiffre d'affaires réalisé et de la durée de garantie restant à courir à la clôture de l'exercice.

2.4. Dettes

L'état des dettes par échéance au 31 décembre 2011 est le suivant :

	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	661 745	661 745		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	124 393	80 703	43 689	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 239 074	2 239 074		
Personnel et comptes rattachés	285 395	285 395		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	555 515	555 515		
Etat : impôt sur les bénéficiaires	156 163	156 163		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	115 744	115 744		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	9 242	9 242		
Groupe et associés	2 318	2 318		
Autres dettes	168 553	168 553		
TOTAL GENERAL	4 318 142	4 274 452	43 689	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	83 439			

2.5. Charges à payer

L'état des charges à payer par poste du bilan au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant</i>
Dettes fournisseurs	1 061 731
Dettes fiscales et sociales	252 977
Clients avoirs à établir	7 117
Intérêts courus	7 111
TOTAL	1 328 936

2.6. Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération ou au cours de couverture pour les opérations en dollar US.

Les dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de couverture pour le dollar US lorsqu'elles font l'objet de contrats d'achat à terme de devises, et, au cours de fin d'exercice pour les autres devises.

Pour les dettes enregistrées au cours du jour, les différences résultant de cette évaluation sont portées au bilan en écarts de conversion actif et passif.

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

En ce qui concerne les comptes bancaires courants et les caisses en devises, les écarts constatés sont comptabilisés en pertes ou gains de change.

Le détail des écarts de conversion figure dans le tableau ci-après :

<i>Nature des écarts</i>	<i>Actif Perte latente</i>	<i>Provision pour perte de change</i>	<i>Passif Gain latent</i>
Créances	-	-	1 259
Dettes d'exploitation	1 456	1 456	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-
TOTAL	1 456	1 456	1 259

■ NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3. Résultat d'exploitation

3.1. Ventilation géographique du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par zones géographiques est la suivante au 31 décembre 2011 :

<i>Zone géographique</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>% Variation</i>
France	18 605 157	18 138 617	2.6%
C.E.E.	7 707 694	7 882 054	-2.2%
Export	1 634 499	1 377 140	18.7%
TOTAL	27 947 350	27 397 811	2.0%

4. Résultat financier

Le détail des charges et produits financiers au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant</i>
Provision pour risque de change	1 456
Provision pour dépréciation des titres de participation et créances rattachées à des participations	400 674
Provision pour dépréciation des V.M.P.	13 157
Intérêts des emprunts et découverts	27 305
Pertes de change	95 252
TOTAL	537 844

<i>Nature des produits</i>	<i>Montant</i>
Revenus des titres de participation	507 790
Intérêts sur créances rattachées à des participations	40 870
Autres produits financiers	28
Provision pour risque de change	6 504
Gains de change	23 051
TOTAL	578 243

5. Résultat exceptionnel

Le détail des charges et produits exceptionnels au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant</i>
Mali sur rachat d'actions propres	28 647
V.N.C des immobilisations cédées	999
Amortissements dérogatoires	203
Amendes et pénalités non déductibles	85
Autres charges exceptionnelles	168
TOTAL	30 102

<i>Nature des produits</i>	<i>Montant</i>
Boni sur cession d'actions propres	6 157
Produits des cessions d'immobilisations	3 030
Rentrées sur créances amorties	219
TOTAL	9 406

6. Impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

<i>Répartition</i>	<i>Résultat</i>		<i>Résultat net</i>
	<i>avant impôt</i>	<i>Impôt dû</i>	<i>après impôt</i>
Résultat courant	2 970 113	863 221	2 106 892
Résultat exceptionnel à court terme	(20 695)	(6 016)	(14 679)
RESULTAT COMPTABLE	2 949 418	857 205	2 092 213

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

<i>Rubriques</i>	<i>Montant</i>
IMPOT DU SUR :	
A réintégrer ultérieurement : Néant	-
TOTAL ACCROISSEMENTS	-
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Autres	99 306
A déduire ultérieurement :	
Autres	8 998
TOTAL ALLEGEMENTS	108 304
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	108 304

■ AUTRES INFORMATIONS

7. Entreprises liées et transactions effectuées avec les parties liées

7.1. Liste des filiales et participations

La société AURES Technologies S.A. est la société mère du groupe consolidé AURES.

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

<i>Filiales (plus de 50%) Dénomination, Siège social</i>	AURES Technologies Ltd Runcorn, GB	Aures Technologies GmbH Furstenfelbruck, DE	Aures USA Inc Englewood CO, USA
Capital	£ 5 000	25 000 €	\$ 1 000
Capitaux propres autres que le capital	£ 1 270 609	32 649 €	\$(1 117 120)
Q.P. détenue	100 %	90 %	100 %
Valeur brute des titres	291 899 €	22 500 €	674 €
Valeur nette des titres	291 899 €	22 500 €	0 €
Prêts, avances	0 €	510 183 €	1 690 299 €
Chiffre d'affaires	£ 5 283 010	4 641 687 €	\$ 559 865
Résultat	£ 483 736	362 158 €	\$ (432 197)

7.2. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Postes	Montant concernant les entreprises liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
Autres participations	314 399		
Créances rattachées à des participations	1 800 481		
Créances clients et comptes rattachés	714 306		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 173		
Produits de participation	507 790		
Autres produits financiers	40 870		

8. Engagements financiers

Catégories d'engagements	Total	Engagements donnés				
		Dirigeants	Filiales	Au profit de		
				Participations	Autres entreprises liées	Autres
Achats à terme de devises	3 134 356					3 134 356
Ventes à terme de devises	151 584					151 584
Engagement de retraite	239 070					239 070
TOTAL	3 525 010					3 525 010

Instruments financiers

Dans le cadre de sa gestion du risque de change, AURES Technologies S.A. souscrit des contrats à terme de devises.

En ce qui concerne les instruments de change, ces contrats consistent essentiellement en des engagements d'achat à terme sur le dollar, à horizon de six mois ou un an.

Engagement de retraite

La Société n'a pas d'engagement en matière de retraite, mais seulement au titre des indemnités de départ selon la convention collective.

L'engagement futur hors bilan figure dans le tableau des engagements. Il est calculé individuellement conformément aux recommandations de l'IASB (International Accounting Standards Board) dans le cadre de la norme IAS19.

La méthode de calcul utilisée est la « Projected Unit Credit prorata » avec prorata d'ancienneté au terme.

Les hypothèses retenues pour l'année 2011 sont les suivantes :

- Taux de mortalité	TF00-02
- Taux d'actualisation	4 %
- Taux d'évolution des salaires	2%
- Age théorique de départ à la retraite (toutes catégories)	65 ans
- Taux de turnover	1%
- Taux de charges sociales patronales	45%

9. Stock options

	<i>Plan 2007</i>	<i>Plan 2005</i>
Date de décision du conseil d'administration	05/09/2007	27/09/2005
Nombre de bénéficiaires à l'origine	31	29
Nombre d'options accordées	4 240	3 880
Nombre d'options pouvant être exercées à la date de clôture	4 000	0
Prix d'exercice	22.40	11.21

240 options ont été exercées au cours de l'exercice 2011.

10. Rémunération des dirigeants

La rémunération versée aux membres des organes de direction s'est élevée à 857 232.75 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (980 516 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010).

Aucune avance n'a été consentie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

11. Ventilation de l'effectif moyen

	<i>31/12/2011</i>		<i>31/12/2010</i>	
<i>Effectifs</i>	<i>Personnel salarié</i>	<i>Personnel à disposition de l'entreprise</i>	<i>Personnel salarié</i>	<i>Personnel à disposition de l'entreprise</i>
Cadres	18.89		19.26	
Employés	24.37	0.36	23.15	0.66
TOTAL	43.26	0.36	42.41	0.66

12. Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, la société accorde à ses salariés un droit individuel d'une durée de vingt et une heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt-six heures.

Les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent à 4 405 heures au 31 décembre 2011 et n'ont donné lieu à aucune demande.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE EN MILLIERS D'EUROS

<i>RUBRIQUES</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
Résultat net	2 092	2 281
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
- Résultat des sociétés mise en équivalence		
- Amortissements et provisions	623	232
- Variation des impôts différés		
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(2)	(46)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 713	2 467
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 156)	740
Stocks	294	(955)
Créances	(94)	55
Dettes	(1 356)	1 640
Flux net de trésorerie généré par l'activité (1)	1 558	3 207
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	(8 809)	(8 549)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	8 940	8 680
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (2)	131	131
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(2 279)	(1 679)
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	-	120
Remboursements d'emprunts	(84)	(66)
Avance et remboursement lignes trésorerie		
VMP	16	(26)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (3)	(2 347)	(1 651)
Incidence des variations de cours des devises (4)		
Variations de trésorerie (A) = (1) +(2) +(3) + (4)	(658)	1 714
Trésorerie d'ouverture (B)	225	(1 329)
Trésorerie de clôture (C)	(433)	225

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2011 12</i>	<i>31/12/2010 12</i>	<i>31/12/2009 12</i>	<i>31/12/2008 12</i>	<i>31/12/2007 12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	27 947 350	27 397 811	24 699 899	25 271 356	23 324 812
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	3 592 640	3 392 045	2 661 830	3 364 534	3 043 808
Impôts sur les bénéfices	857 205	839 007	778 028	1 054 989	1 046 607
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	643 222	271 549	189 594	107 817	(7 128)
Résultat net	2 092 213	2 281 489	1 694 207	2 201 729	2 004 329
Résultat distribué	2 279 318	1 679 449	1 975 296	1 976 512	1 378 727
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot amortissements, provisions	2.74	2.55	1.88	2.31	2.00
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	2.09	2.28	1.69	2.20	2.00
Dividende attribué	2.30	1.70	2.00	2.00	1.40
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	43.62	42.85	43.50	41.50	38.00
Masse salariale	2 699 618	2 710 867	2 457 919	2 735 965	2 328 719
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 217 941	1 145 762	1 075 002	1 115 761	1 008 682

1. Responsable du rapport financier annuel

Patrick CATHALA

Président Directeur Général

2. Déclaration du responsable du rapport financier annuel

Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, je déclare que les informations contenues dans le rapport annuel 2011 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Les informations financières historiques pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 présentées dans le rapport financier annuel ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux.

Patrick CATHALA

Président Directeur Général

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania

230, avenue de Colmar

Cs 90240

67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

AURES TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital de € 1 000 000

Rapport des commissaires aux comptes

sur les comptes consolidés

Assemblée Générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania
230, avenue de Colmar
Cs 90240
67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS

Aux Actionnaires

AURES TECHNOLOGIES

32, rue du Bois Chaland
CE 2937 - LISSES
91029 EVRY CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société AURES TECHNOLOGIES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

A) I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

B) II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

C) III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Strasbourg et Paris, le 30 avril 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés

F.-M. RICHARD & Associés

Pierre-Nicolas GUG
Associé

Henri RABOURDIN
Associé

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania

230, avenue de Colmar

Cs 90240

67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

AURES TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital de € 1 000 000

Rapport des commissaires aux comptes

sur les comptes annuels

Assemblée Générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2011

PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés
Centre d'Affaires Urbania
230, avenue de Colmar
Cs 90240
67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés
1, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS

Aux Actionnaires

AURES TECHNOLOGIES

32, rue du Bois Chaland
CE 2937 - LISSES
91029 EVRY CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société AURES TECHNOLOGIES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

AURES TECHNOLOGIES

Comptes annuels

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'Exercice clos le 31 décembre 2011.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

AURES TECHNOLOGIES

Comptes annuels

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'Exercice clos le 31 décembre 2011.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Strasbourg et Paris, le 30 avril 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés

F.-M. RICHARD & Associés

Pierre-Nicolas GUG
Associé

Henri RABOURDIN
Associé

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania

230, avenue de Colmar

Cs 90240

67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

AURES TECHNOLOGIES

32, rue du Bois Chaland

CE 2937 – LISSES – 91029 EVRY

Société anonyme au capital de € 1 000 000

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

**(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31
décembre 2011)**

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania

230, avenue de Colmar

Cs 90240

67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1. Avec la société AURES TECHNOLOGIES GMBH

- Par une délibération en date du 3 novembre 2011, votre conseil d'administration a autorisé la signature d'un avenant à la convention d'assistance administrative par laquelle AURES TECHNOLOGIES assure diverses prestations juridiques, financières, techniques et commerciales.

Ces prestations ont donné lieu à une rémunération portée à 2 % du chiffre d'affaires hors taxes, hors groupe de la société AURES TECHNOLOGIES GMBH, soit pour l'exercice 2011 : 92 335 € (la rémunération était auparavant de 1% du chiffre d'affaires hors taxes et hors groupe).

Personne concernée : Monsieur Patrick CATHALA

2. Avec la société AURES INC

- Par une délibération en date du 3 novembre 2011, votre conseil d'administration a autorisé la signature d'une convention de trésorerie prévoyant une rémunération, à compter du 1er janvier 2011, au taux mensuel EONIA + 1 %.

Les intérêts ont généré des produits à hauteur de 27 957 € en 2011.

Personnes concernées : Messieurs Patrick CATHALA et Gilles BOUVART

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec la société AURES INC

- 1.1. Par une délibération en date du 9 mars 2009, votre conseil d'administration a autorisé votre société à consentir à sa filiale des avances en compte courant.

Ces avances s'élèvent à 1 690 299 € au 31 décembre 2011.

- 1.2. Par une délibération en date du 9 mars 2009, votre conseil d'administration a autorisé l'application d'une marge comprise entre 6 et 10 % sur les opérations commerciales réalisées avec votre filiale.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2011 à ces conditions s'élève à 360 757 €.

Personnes concernées : Messieurs Patrick CATHALA et Gilles BOUVART

2. Avec la société AURES TECHNOLOGIES LIMITED

- 2.1. Par une délibération en date du 9 janvier 2003, votre conseil d'administration a autorisé votre société à consentir à sa filiale des avances en compte courant.

Ces avances s'élèvent à 0 € au 31 décembre 2011.

- 2.2. Par une délibération en date du 15 décembre 2003, votre conseil d'administration a autorisé la signature d'une convention de trésorerie prévoyant une rémunération, à compter du 1er janvier 2004, au taux mensuel EONIA + 1 %.

Les intérêts ont généré des charges à hauteur de 1 409 € en 2011.

AURES TECHNOLOGIES

Exercice clos le 31 décembre 2011.

- 2.3. Par une délibération en date du 15 décembre 2003, votre conseil d'administration a autorisé la signature d'une convention d'assistance administrative par laquelle AURES TECHNOLOGIES assure diverses prestations juridiques, financières, techniques et commerciales.

Ces prestations ont donné lieu à une rémunération égale à 5 % du chiffre d'affaires hors taxes, hors groupe de la société AURES TECHNOLOGIES LIMITED, soit pour l'exercice 2011 : 303 761 €.

- 2.4. Par délibérations en date du 15 décembre 2003 et du 9 mars 2009, votre conseil d'administration a autorisé l'application d'une marge comprise entre 6 et 10 % sur les opérations commerciales réalisées avec votre filiale.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2011 à ces conditions s'élève à 4 050 589 €.

3. Avec la société AURES TECHNOLOGIES GMBH

- 3.1. Par une délibération du 26 avril 2006, votre conseil d'administration a autorisé votre société à consentir à sa filiale des avances en compte courant.

Ces avances s'élèvent à 510 183 € au 31 décembre 2011.

- 3.2. Par une délibération en date du 8 janvier 2008, votre conseil d'administration a autorisé la signature d'une convention de trésorerie prévoyant une rémunération, à compter du 1er janvier 2008, au taux mensuel EONIA + 1 %.

Les intérêts ont généré des produits à hauteur de 14 322 € en 2011.

- 3.3. Par délibérations du 26 avril 2006 et du 9 mars 2009, votre conseil d'administration a autorisé l'application d'une marge comprise entre 6 et 10 % sur les opérations commerciales réalisées avec votre filiale.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2011 à ces conditions s'élève à 2 721 872 €.

Audit Bourdin & associés

Centre d'Affaires Urbania

230, avenue de Colmar

CS 90240

67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

Exercice clos le 31 décembre 2011.

4. Avec la SCI CABOU

Par une délibération en date du 10 avril 2010, votre conseil d'administration a autorisé le renouvellement d'un bail pour les locaux situés au 32 rue du Bois Chaland 91090 LISSES, moyennant un loyer annuel augmenté du remboursement de certaines charges.

Les montants pris en charge en 2011 par votre société se sont élevés à 205 438 € et se décomposent ainsi :

- Loyers annuels révisés	180 137 €
- Impôts fonciers	22 411€
- Taxe sur les bureaux	4 564 €
- Assurances	1 258 €

Strasbourg et Paris, le 30 avril 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés

F.-M. RICHARD & Associés

Pierre-Nicolas GUG
Associé

Henri RABOURDIN
Associé

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania

230, avenue de Colmar

Cs 90240

67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

AURES TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital de € 1 000 000

**Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article
L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil
d'Administration de la société AURES TECHNOLOGIES.**

Assemblée Générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2011

**PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés**

Centre d'Affaires Urbania
230, avenue de Colmar
Cs 90240
67089 STRASBOURG Cedex

F.-M. RICHARD & Associés

1, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS

Aux Actionnaires

AURES TECHNOLOGIES

32, rue du Bois Chaland
CE 2937 - LISSES
91029 EVRY CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU
CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA
SOCIETE AURES TECHNOLOGIES.

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société AURES TECHNOLOGIES et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Strasbourg et Paris, le 30 avril 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit Bourdin & Associés

F.-M. RICHARD & Associés

Pierre-Nicolas GUG
Associé

Henri RABOURDIN
Associé